



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°114 – Vendredi 25 février 2000.

NOUS SOMMES TOUJOURS LA. DESOLE M MIKE MOORE...

Dans ce numéro

- 1- L'éducation comme marchandise
- 2- La stratégie du cancer
- 3- La santé n'est pas à vendre !
- 4- A votre avis qui finance... ?
- 5- On commence d'abord par les pauvres
- 6- Derrière l'épargne salariale, les fonds de pension.
- 7- L'autre mondialisation
- 8- Rendez-vous avec ATTAC.

En bref...

Comment ? Par quels moyens l'éducation devient-elle une marchandise ? (Lire L'éducation comme marchandise). Loin des débats démocratiques, loin de la société, la technicité juridique veut prendre le pas sur nos choix de vie et sur notre histoire. La marchandise souhaite remplacer toutes les activités humaines : création (Lire La Stratégie du Cancer), santé (Lire La santé n'est pas à vendre !), etc. Les pauvres subiront pour leur propre bien et seront mis devant le fait accompli (Lire On commence par les pauvres). Du reste leur sort semble déjà arrêté (Lire A votre avis qui finance... ?), loin d'eux, dans des salons feutrés. On nous prépare du reste un avenir... pénible (Lire Derrière l'épargne salariale, les fonds de pension) derrière les discours enjôleurs. Heureusement nous sommes déjà en marche comme en témoigne un reportage qui sera diffusé le 09 mars sur Arte (Lire L'autre mondialisation).

L'éducation comme marchandise.

L'OMC distingue quatre formes d'échanges commerciaux transfrontaliers dans le secteur des services. Chacune de ces formes donne lieu à des revendications spécifiques de la part des partisans d'une libéralisation.

Dans l'enseignement c'est la « consommation à l'étranger » qui est aujourd'hui de loin la forme la plus importante. Elle concerne surtout l'enseignement universitaire. Le fait d'étudier dans un pays étranger est considéré comme une « exportation » de services éducatifs. En 1995, le volume de ce commerce était de 27 milliards de dollars pour l'enseignement supérieur. En termes de parts de marché, les Etats Unis occupent le premier rang (7 milliards de dollars), suivis de la France, l'Allemagne et le Royaume Uni. Dans ce domaine, les partisans d'une libéralisation veulent surtout abroger les mesures qui limitent les mobilités des étudiants

(immigration, contrôle des changes, non-reconnaissance d'équivalence de formation, etc.)

La « fourniture de services » se développe aujourd'hui sous la forme de vente de cours par Internet ou via des supports de type CD-ROM ou DVD. C'est sans doute la forme de commerce de services éducatifs qui croît le plus rapidement, mais il n'existe pas encore de statistiques précises à ce sujet. Les promoteurs du libre échange veulent notamment favoriser l'accès des jeunes à Internet, déréglementer l'enseignement à distance, harmoniser les conditions requises pour y accéder ainsi que les grilles d'équivalences de cours et assurer la reconnaissance des diplômes au niveau international.

La « présence commerciale » concerne surtout l'ouverture d'instituts de formation privés contrôlés par des firmes étrangères. Plusieurs obstacles s'opposent au progrès de ce marché



attac

en croissance : refus d'accorder une reconnaissance à l'institution étrangère, interdiction de décerner des diplômes reconnus, conditions de nationalité, etc.

La dernière forme, liée à la précédente, concerne la « présence des personnes physiques », c'est à dire le fait de faire appel à des professeurs étrangers. En limiter le nombre est considéré comme un « obstacle » au progrès du marché.

Tiré de « Le Courrier de l'UNESCO » - Février 2000. OMC : l'éducation deviendra-t-elle une marchandise (Nico Hirtt)

Lire aussi du même auteur : L'OMC lorgne sur l'école <http://attac.org/fra/list/doc/hirtt.htm>

Groupes de travail et de surveillance.

Fondateurs d'ATTAC

FSU – Institut : institut.fsu@wanadoo.fr

SNES Secteur International : internat@snes.edu

Dans ATTAC

Groupe d'expertise education.marseille@attac.org

Pas de banque dans l'école regine@attac.org (à propos de l'opération du CIC dans les écoles voir Courriel n°110 et n°112)

Pour plus d'informations, merci de vous renseigner directement auprès d'eux.

La stratégie du cancer

Nouvelle étape dans la marchandisation de l'Internet : la stratégie du cancer.

IRIS appelle à la mobilisation en soutien à Leonardo : signez la pétition !

Vous trouverez ci-après un communiqué de presse d'Iris dénonçant une nouvelle étape dans la marchandisation d'Internet, suivant la « stratégie du cancer ». Iris appelle à la mobilisation la plus large, notamment celle des acteurs de l'Internet non marchand et solidaire, en soutien à Leonardo. Ce qui arrive aujourd'hui à Leonardo est arrivé hier à Etoy, et peut arriver demain à chacun d'entre vous, à chacun d'entre nous.

Informez-vous et agissez tout de suite pour que cessent ces pratiques : consultez le site web mis en place par Iris, consultez le site du comité de soutien à Leonardo, et surtout signez et envoyez un message de protestation à La société Transasia, en leur demandant de retirer leur plainte. Toutes les instructions pour ce faire figurent en fin du communiqué de presse.

Nous comptons sur vous !

Meryem Marzouki (pour Iris)

Communiqué de presse d'IRIS - 20 février 2000

La société française Transasia Corporation assigne LEONARDO en justice pour contrefaçon de marque, et réclame à l'association six millions de Francs en dommages et intérêts. Cette assignation s'appuie sur le récent dépôt en France par cette société d'une série de marques contenant ce nom (Leonardo, Leonardo Finance, Leonardo Partners, Leonardo Invest et Leonardo Experts).

Or Leonardo, fondée en 1967 en France, et présente depuis 1994 sur le Web, est une organisation à but non lucratif dévolue depuis 30 ans au développement des relations entre les artistes et les nouvelles technologies. L'OLATS (Observatoire Leonardo des arts et des technosciences) s'inscrit en France dans cette démarche.

Au-delà de l'antériorité effective de Leonardo, nous ne voyons pas de confusion possible dans l'esprit des gens entre une organisation à but non lucratif œuvrant pour le développement des relations entre les artistes et les nouvelles technologies, et une société d'expertise financière. Nous ne voyons pas non plus pourquoi cette société cherche à interdire l'utilisation de ce nom et n'essaie pas de faire de même avec le programme européen Leonardo, ni avec les nombreuses sociétés commerciales françaises comprenant ce nom dans leur dénomination sociale. À moins que ce ne soit qu'un début ?

Le fond de l'affaire est que la société Transasia et ses partenaires, dont l'activité principale est une activité de capital-risque pour les start-up Internet, dénie le simple droit à l'existence d'autres activités à but non lucratif sous la même dénomination. Pourtant, LEONARDO est un nom tout ce qu'il y a de plus courant : plus de cinquante sociétés françaises aux activités très diverses comportent ce nom dans leur dénomination sociale, tout comme d'innombrables groupes ou projets, dont le programme européen bien connu. Nous assistons à la même démonstration d'arrogance insupportable que dans l'affaire etoy, qui consiste à détruire tout ce qui pourrait faire de l'ombre, par exemple en étant indiqué comme référence par des moteurs de recherche.

Cette nouvelle étape de la marchandisation d'Internet est totalement inacceptable. Ces sociétés se comportent comme de véritables cancers, en procédant à l'élimination, par



attac

étouffement financier, des cellules dont le voisinage consiste simplement à porter le même nom. Elle constitue un nouvel avatar d'une logique exclusivement marchande, que nous avons déjà dénoncée à plusieurs reprises. Cette démarche est d'autant plus grave qu'elle prétend s'appuyer, en les détournant de leurs finalités légitimes, sur le droit de la propriété intellectuelle ou sur le droit des marques, voire sur la question de la responsabilité des fournisseurs d'accès comme on l'a vu récemment au Sénat.

L'association IRIS (Imaginons un réseau Internet solidaire) a accepté d'être membre du comité de soutien à Leonardo/OLATS. Nous souhaitons par ce communiqué, exprimer notre soutien et notre volonté de tout mettre en œuvre au niveau des acteurs de l'Internet non marchand et solidaire afin que cette assignation inique ne mette pas en péril cette organisation. Participez à la mobilisation en soutien à Leonardo :

- Informez-vous en consultant le site mis en place par IRIS :

<http://www.iris.sgdg.org/actions/leonardo>

- Signez et envoyez un message au gérant de Transasia pour demander le retrait de la plainte:

<http://www.iris.sgdg.org/actions/leonardo/signer.html>

Adresse de ce communiqué sur le Web :

<http://www.iris.sgdg.org/info-debat/comm-leonardo0200.html>

Contact IRIS : Meryem Marzouki
Meryem.Marzouki@iris.sgdg.org / 0144749239

La santé n'est pas à vendre !

Soignants et non-soignants, nous pensons que la politique du soin doit être au service de la personne malade, et non au service de l'économie marchande.

Il nous paraît indispensable aujourd'hui de lutter contre le morcellement du soin. Nous avons besoin de soignants -médecins, infirmières, kinésithérapeutes, pharmaciens-, nous avons besoin de médicaments indispensables comme nous avons besoin ailleurs de techniciens, d'éducateurs, d'enseignants. Nous avons besoin que le système de soins soit intégré dans une politique de santé au service de la population.

Nous assistons actuellement à des redéfinitions, par les pouvoirs publics, des structures médicalisées sur le territoire où se jouent des

luttés d'influence entre les différents pouvoirs locaux. L'opposition entre la demande de techniques de plus en plus sophistiquées et le besoin de rapports humains y apparaît parfois de manière criante : aujourd'hui, plus que jamais, nous soignons les gens autant en leur parlant et les écoutant qu'avec des scanners et nous avons besoin aussi de ces scanners.

Il s'agit plus globalement d'entreprendre des réformes en profondeur qui touchent tout autant aux métiers de la santé, qu'aux modes de gestions des différentes structures de soins et de leurs articulations réciproques. Les regards transversaux où se joignent les considérations pluridisciplinaires des soignants, des gestionnaires et des citoyens sont indispensables. Pas de solution théorique clés en main : la mise en œuvre pratique, la confrontation et l'évaluation, sont nécessaires.

Pour donner une suite à "l'appel contre la dictature du néolibéralisme en médecine", nous, la revue Pratiques et le SMG, indépendants de tout pouvoir politique et économique, sommes capables de soutenir une association qui pourrait revêtir, à l'instar d'autres exemples de mouvements proches des nôtres, la forme d'une Association des Amis de la Revue Pratiques.

Sur ce dernier point, tout est ouvert à la discussion lors de notre rencontre du samedi 11 mars 2000.

Lors de cette journée, il est important que nous soyons nombreux et d'horizons variés pour réfléchir et construire ensemble.

Colloque - samedi 11 mars 2000
12, rue Cabanis 75014 Paris (métro Glacière)
4 tables rondes :

1. l'hôpital, pour qui ? avec qui ?
2. le médicament, pour qui ? avec qui ?
3. la couverture maladie, pour qui ? avec qui ?
4. l'espace du soin

Une participation aux frais d'organisation de la journée sera demandée sur place.

Le déjeuner est prévu, pour ceux qui le souhaitent, au FIAP, juste à côté du lieu de notre réunion, pour 65 F (inscription préalable nécessaire pour la réservation du nombre de repas).

Pour tout renseignement complémentaire et inscription, vous pouvez vous adresser à :

S.M.G. – revue Pratiques
52, rue Galliéni 92240 Malakoff
tél : 01 46 57 85 85 fax : 01 46 57 08 60



attac

e-mail : SyndMedGen@aol.com

A votre avis, qui finance...

A votre avis, qui finance ...
le déplacement de 2 millions de personnes en Chine ?
la disparition du patrimoine kurde ?
la pollution au cyanure des rivières de Papouasie ?
la destruction des forêts primaires en Colombie ?
la rente pétrolière des dictatures d'Afrique ? ou de Birmanie ?

Ou encore...
le barrage des trois gorges en Chine ?
des centrales nucléaires en Ukraine ?
des livraisons d'armes à la Turquie ?

Ce sont les agences de crédit aux exportations : la COFACE en France, l'ERG en Suisse, HERMES en Allemagne, etc.... Les agences de crédit aux exportations sont financées par le budget de l'état et sont totalement opaques. Elles refusent tout contact avec les populations affectées par les projets.

Les agences de crédit aux exportations se réunissent discrètement à l'OCDE à Paris les 24 et 25 février prochain « pour harmoniser des approches environnementales » sans consulter la société civile.

Les Amis de la terre, la Déclaration de Berne et d'autres organisations appellent à un rassemblement pour accueillir les représentants de ces agences de crédit aux exportations :

Vendredi 25 février à 08h30 devant l'OCDE (2, rue André Pascal, Paris 16^{ème} – Métro : La Muette)

Communiqué des Amis de la Terre (l'un des membres fondateurs d'ATTAC)
amiterre@micronet.fr

On commence d'abord par les pauvres.

En voilà un qui a trouvé LA solution, non seulement il fait plaisir aux grosses boîtes de bio-tech et à Monsanto et en passant il trouve une solution pour nourrir (et bourrer de vitamines et d'OGM) les peuples affamés de notre jolie petite planète. Finalement, pourquoi ne pas utiliser les pauvres comme singes de laboratoire puisque les européens n'en veulent pas des OGM.

Suffisait d'y penser!

Greta van den Bempt, correspondante du Grain de sable à Porto Alegre (Brésil) greta@attac.org

Lors de la conférence réalisée durant le congrès annuel de l'AAAS (association américaine pour le progrès de la science) à Washington, l'Egyptien Ismail Serageldin, vice président des programmes spéciaux de la Banque Mondiale a fait les déclarations suivantes :

"Les semences transgéniques qui reçoivent des gènes d'autres espèces pour devenir plus résistantes ou nutritives, doivent être distribuées en premier lieu GRATUITEMENT aux communautés les plus pauvres et la recherche dans ce domaine doit être dirigée avant tout vers le combat contre la faim dans le monde.

Si aucun effort n'est fait dans ce sens, les chercheurs risquent de provoquer un "apartheid scientifique" car la technologie générée dans les pays développés n'est pas retransmise aux nations sous-développées. En 2020 nous devons produire 40% de céréales de plus afin de nourrir la population mondiale. 15,9% à peine seront nécessaires pour les pays développés. Il est donc important de faire avancer la recherche afin de produire des semences adaptées aux plus pauvres (texto) et à l'environnement."

M Serageldin est également président du Groupe Consultant pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR). Son intervention est exemplaire des idées exposées sur les aliments transgéniques par les autres intervenants durant la rencontre. Malgré le manque actuel d'études garantissant leur sécurité, la modification génétique des aliments fut considérée comme une promesse pour une plus grande production agricole.

"Dans les pays développés, beaucoup d'aliments sont enrichis de vitamines durant leur fabrication. Les populations possédant moins de ressources, doivent pouvoir avoir accès à des aliments enrichis naturellement."

M Serageldin cita comme exemple le riz doré, dont une étude fut publiée en Janvier dans la revue "Science". " Ce riz, développé par des instituts publics suisses et allemands, a reçu des gènes de petit pois, d'un virus qui attaque le chou-fleur, d'une bactérie et d'une fleur, le narcisse, afin de produire du betacarotène (vit A). Cette semence pourra être utilisée par de petits agriculteurs et les consommateurs du monde entier parce qu'elle restera libre de la protection des industries privées c'est-à-dire des brevets."



attac

Concernant les dangers que présentent les aliments transgéniques - car il n'y a pas encore suffisamment d'études prouvant leur sécurité – M Serageldin précisa qu'on parlait beaucoup des risques mais que les bienfaits étaient toujours oubliés. "Dans le futur nous ne produirons pas des animaux qui n'ont jamais existé ou des végétaux géants, mais nous produirons des aliments comme le riz avec d'innombrables qualités, avec des suppléments vitaminiques, résistants aux herbicides etc"

Sur ce point, Craig Venter le président de la société US Celera Genomics, exprima également son point de vue : "Lorsque la génétique était conduite à l'aveuglette, tout le monde était content des résultats. Maintenant qu'elle se base sur des connaissances et des expériences, elle fait peur."

Il n'en reste pas moins que certains des intervenants, comme James Simon de l'université de Purdue aux EU, ont exprimé leur désaccord : "Le débat sur les transgéniques est loin d'être terminé. La science ne peut pas affirmer que ces aliments ne présentent aucun risque pour la santé et l'environnement sans avoir de données concrètes".

Derrière l'épargne salariale, les fonds de pension.

Les colloques et les rapports sur la généralisation de l'épargne salariale se multiplient. Leur fonction est visiblement de préparer l'opinion à des prises de décisions gouvernementales. Dans ces circonstances, le Bureau d'ATTAC tient à manifester son inquiétude.

Devant le refus de larges secteurs de l'opinion de la mise en place de fonds de pension, un vocabulaire nouveau et des arguments différents ont fait leur apparition. Ainsi, on ne parle plus de fonds de pension, mais de " fonds d'épargne salariale ", on n'évoque plus la question des retraites, mais la nécessité de donner des " droits nouveaux " aux salariés dans leur entreprise ou de reprendre le contrôle des grands groupes français partiellement détenus par les fonds d'investissement anglo-saxons.

Pourtant, ces deux objectifs sont en partie contradictoires. Vouloir reprendre le contrôle des entreprises françaises supposerait que les fonds en question soient composés d'actions des entreprises concernées. Permettre aux salariés de peser sur l'avenir de leur entreprise nécessiterait que le fonds d'épargne

correspondant comprenne uniquement des actions de cette entreprise. Ces objectifs sont parfaitement illusoires : la nationalité du capital n'a qu'une importance secondaire dans une économie mondialisée où les gouvernements ont renoncé à toute politique volontariste en matière économique et sociale.

Accorder quelques pour cent du capital détenu par les salariés vise, au mieux, à les faire instrumentaliser par les directions d'entreprises. Cela ne constituerait en rien un point d'appui pour peser sur leur avenir. Le caractère extrêmement limité des propositions concrètes avancées sur ce sujet dans les différents rapports montre d'ailleurs que ce thème relève essentiellement de l'agitation idéologique. De plus, un développement de l'épargne salariale ne pourrait qu'aggraver les inégalités entre salariés. Il laisserait de côté les chômeurs et travailleurs précaires et bénéficierait avant tout aux hauts salaires. Loin de permettre des solidarités nouvelles, il favoriserait l'éclatement du salariat.

Derrière la généralisation de l'épargne salariale, ce sont, en fait, les fonds de pension qui se profilent, comme en témoigne la proposition de créer un " plan d'épargne entreprise de long terme " (12-15 ans au lieu de 5 actuellement). Un tel produit, utilisé par la génération des papy-boomers, serait de toute évidence destiné à l'épargne retraite. Or, capitalisation et répartition ne peuvent être complémentaires sur le moyen et long terme. Un bon rendement de la capitalisation suppose des taux d'intérêt élevés pour les obligations - ce qui est contraire à la croissance et donc, dans une large mesure, à l'emploi -, et la compression maximale de la masse salariale dans le cas d'actions. Dans les deux cas, ce sont bien les recettes de la répartition qui seraient touchées au cœur, au-delà même d'éventuels octrois d'exonérations sociales qui les siphonneraient directement.

ATTAC a mis au cœur de son activité le combat citoyen afin que les peuples retrouvent la possibilité de maîtriser leur destin face à l'omnipotence des marchés financiers. Elle ne peut que s'opposer à une éventuelle mise en place de fonds de pension, quelle que soit la dénomination qu'ils prendraient. Elle appelle l'opinion publique à se mobiliser contre toute mesure qui, quel que soit son habillage, amplifierait la financiarisation de l'économie, aggraverait les inégalités sociales et jouerait contre l'emploi, tout en fragilisant notre système de retraite.

Déclaration du Bureau d'ATTAC, 15 février 2000
attac@attac.org



attac

L'autre mondialisation

Ce soir avait lieu la première du reportage produit par l'équipe des « Films du village » intitulé « L'Autre mondialisation ». Il sera diffusé lors d'un Théma sur Arte le 09 mars.

Ce film qui débute à Seattle et finit à Seattle est réellement à voir et à enregistrer. Agnès Bertrand et Susan George, Ignacio Ramonet et Bernard Cassen, sans oublier Dominique Taddéi et Eric Toussaint y donnent des explications pointues et des éclairages différents sur ce à quoi nous participons. Ils nous fournissent tout au long du film des explications sur ce monde que nous subissons et que nous commençons à peine à faire notre.

Luttes contre l'AMI, Rencontres internationales de Juin à Saint Denis, manifestations à Seattle sont rythmées par d'autres rendez-vous à Londres et à Cologne autour de la dette et par les marches des paysans indiens en France au printemps dernier.

Le FMI, la Banque mondiale et le Ministère des finances jouent leur rôle... et pas forcément celui qu'on attendrait. Derrière un visage l'incompréhension parfois se glisse, la gêne, l'inutilité (à retenir les quelques mots désabusés d'un député, impuissant parce que désinformé, sur son propre rôle). Avec une expression, une posture, l'arrogance des puissants devient vite ridicule. A limite de l'atroce aussi. On retiendra par exemple la poignée de main joviale et chaleureuse M Camdessus avec le dictateur Suharto.

Crises d'Asie du Sud Est, révoltes, grèves en Corée et manifestations en Indonésie, crises du

Bésil et du Mexique s'y succèdent pour nous rappeler que les problèmes sont bien réels. Les souffrances crèvent l'écran car le courage d'y résister y prend toute sa force.

La démocratie est soudainement si petite sous la pile immense des pages de l'accord de Marrakech, si petite... et si fragile. On la voudrait aplatis et consentante par le poids qu'on lui applique, là, sur cette table. Les milliers de pages qui fondent l'OMC retiennent l'attention. Incroyable ! Inhumain presque... Et pourtant la démocratie ressurgit.

C'est surtout la montée dramatique qui rythme le film jusqu'à Seattle, à la fois aboutissement et on le sent déjà, début. Car il s'agit de notre histoire, de celle que nous avons faite ensemble, de celle que nous sommes toujours entraînés à construire, bref de l'histoire de cette dernière année. Un souffle puissant traverse tout le reportage : celui des personnes, des gens qui le constituent par leur présence dans ces différentes luttes. Nous avons agi et nous avons remporté des victoires qui sont autant de bases pour y appuyer fermement nos revendications et nos propositions.

Un film intelligent et instructif. Un film surtout clair et précis, simple. La force d'une voix, d'une explication soutient parfois l'image et l'accompagne pour faire sens. Il vaut très largement le temps de le voir et les quelques mètres de bande magnétique qui vous permettront de le partager plus tard.

Rendez-vous le 09 mars sur Arte.

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vendredi : SAINT-DENIS
- Samedi : EVRY – PARIS 20 – FRIBOURG (CH)
- Lundi: VALENCE – DIEPPE – PARIS NORD OUEST
- Mardi : LE CANNET – VANVES – LONGUENESSE - AUBAGNE